

Lutte de classe

Le PT : la lessiveuse des dirigeants traîtres des syndicats ou comment le PT soutient le gouvernement

Avez-vous lu attentivement l'éditorial du n°804 d'*Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du PT dédié à la remise en cause du droit de grève et de l'existence des organisations syndicales ? N'avez-vous pas remarqué qu'il y manquait une nouvelle fois un acteur clé de la situation ?

Je vais vous mettre sur la piste.

Gauquelin commence par dire que le projet de loi sur « le service minimum », « a été caractérisé à juste titre par de très nombreux militants ouvriers comme remettant en cause le droit de grève. », ce qui laisse à penser qu'un certain nombre d'entre eux pensent le contraire, passons... Considérons pour notre part que les militants ouvriers dignes de ce nom condamnent ce projet de loi.

Ensuite, il embraie avec la classe ouvrière, il a écrit : « *La préservation de cette conquête politique fondamentale, à la base de la démocratie sociale, a été, depuis son origine, l'enjeu d'une lutte incessante de la part de la classe ouvrière.* » La classe ouvrière est donc contre ce projet de loi en principe.

Il continue par les organisations syndicales : « *En clair, le gouvernement veut associer coûte que coûte les organisations syndicales à la « prévention des conflits ».* ». Jusque là, le gouvernement exprime une intention, un souhait en direction des syndicats qui en font ce qu'ils veulent, on est bien d'accord.

Il passe ensuite à l'Organisation internationale du travail (OIT), une officine du capital dépendant de l'ONU : « *Il s'agit d'un viol pur et simple de la convention n° 98 de l'OIT sur le droit d'organisation et de négociation collectives, qui établit dans son article 2.1 : « Les organisations de travailleurs et d'employeurs doivent bénéficier d'une protection adéquate contre tous actes d'ingérence des uns à l'égard des autres. »* ». Le professeur Gauquelin oublie volontairement, car il n'est pas sans le savoir, que l'OIT propose et que les États disposent, les décisions de l'OIT n'ont aucune valeur coercitive sur les États qui les appliquent ou non, c'est écrit noir sur blanc dans la constitution de l'OIT, chacun peut le vérifier sur Internet.

Pour conclure, il fait un crochet par l'Union européenne pour justifier la ligne politique opportuniste du PT : « *Celles (les relations de travail) qui sont prônées par les institutions de l'Union européenne et la Confédération européenne des syndicats (CES), et qui, parées du titre de « dialogue social », seraient une étape vers l'instauration d'un système corporatiste.* », rappelons que la présence des syndicats au sein de la CES ne dérange pas le moins du monde les dirigeants du PT qui ne sont plus à une contradiction près, passons.

Récapitulons : il a passé en revue : les militants ouvriers, la classe ouvrière, les organisations syndicales ou plutôt le gouvernement, l'Union européenne et son agence syndicale, la CES, mais il a oublié quelqu'un : les dirigeants pourris des syndicats qui collaborent quotidiennement avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, le Medef, la CES, l'Union européenne et l'OIT et qui sont les principaux responsables de la décomposition des syndicats ouvriers dans ce pays.

Gauquelin a poussé la malhonnêteté intellectuelle jusqu'à écrire « *En clair, le gouvernement veut associer coûte que coûte les organisations syndicales à la « prévention des conflits »* », pour nous faire croire par l'emploi de la locution « *coûte que coûte* » qu'en réalité les dirigeants syndicaux seraient en quelque sorte les otages, les victimes innocentes du gouvernement, mais nous ne sommes pas tombés dans le panneau qu'il faut bien caractériser comme une manipulation. Et dire que le PT prétend défendre l'indépendance des syndicats, quelle escroquerie !

La situation politique actuelle présente la caractéristique suivante connue de la plupart des militants : sans la collaboration active des dirigeants syndicaux avec le gouvernement, celui-ci ne pourrait pas s'attaquer au droit de grève et à l'ensemble de nos droits sociaux sans déclencher une mobilisation massive du prolétariat qui pourrait déboucher sur une grève générale et la chute du régime. Voilà ce qu'il faut éviter à tout prix, y compris pour les dirigeants du PT.

La participation de Mailly, Thibault, Chérèque, Aschiéri, etc. aux réunions et conférences initiées par Sarkozy a justement pour fonction de lui permettre d'appliquer son programme contre-révolutionnaire et de tenter d'interdire toute mobilisation du prolétariat et sa jeunesse.

En camouflant sciemment le rôle infâme que jouent les dirigeants syndicaux, le PT s'en fait directement le complice, voilà la vérité que les militants et les travailleurs doivent savoir.

Les militants du PT apprécieront, nous n'en doutons pas. Et ne vous cassez pas la tête pour savoir depuis combien de temps cela dure : depuis l'après-guerre pour les plus vieux dirigeants de ce parti, depuis toujours pour les autres !